

Trente ans en mai 91 ! Pour Croissance, pour ses lecteurs, le printemps prochain marquera l'anniversaire de trois décennies d'informations sur le tiers-monde. Une occasion pour nous d'effectuer un tour du monde prospectif dont voici le premier dossier.

**DIX DEFIS
POUR DEMAIN**

**30
ANS**
DE Le monde en développement
CROISSANCE

Le vertige démographique

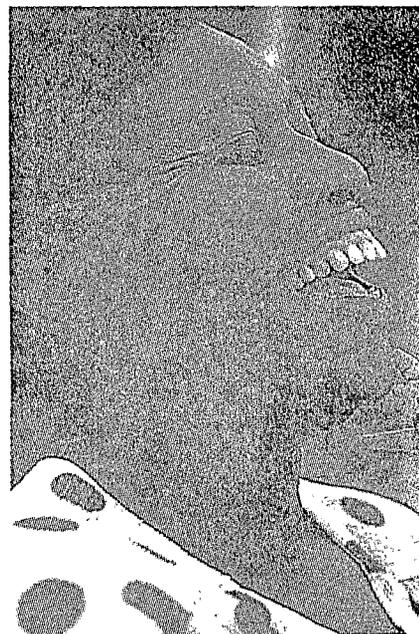
Un train qui glisse à pleine vitesse sur ses rails. Irrésistiblement, la lecture des chiffres liés à la démographie appelle cette image. Un train qui aurait été, tout d'abord, poussif mais dont la machine, désormais, s'emballerait. De la nuit des temps à l'aube du XIXe siècle, il aura fallu, en effet, des milliers et des milliers d'années pour que les hommes se comptent un milliard sur Terre. Mais à peine deux siècles pour que le compteur s'affole : deux milliards en 1930, trois en 1960, six en l'an 2000, c'est-à-dire demain...

Pourtant, remarquent les démographes, et pour reprendre l'image du train, le convoi a déjà commencé à freiner. Certes, il continue sur sa lancée, mais viendra le moment où le ralentissement deviendra perceptible pour tous. C'est le phénomène de la «transition démographique» qui voit, à de forts taux de natalité et de mortalité, se substituer de faibles taux : le monde vit plus longtemps et fait moins d'enfants. Fort de ce principe, l'humanité, nous dit-on, se stabiliserait, vers la fin du siècle prochain, aux alentours de 10 milliards. Formidable défi pour demain.

Et formidable enjeu pour aujourd'hui, caractérisé, entre autres, par le raz de marée des naissances dans les pays en voie de développement, l'explosion des villes et l'incertitude sur les migrations. Car si l'espérance de vie s'est considérablement améliorée dans le tiers-monde, la fécondité y reste encore très forte. L'Afrique, par exemple, demeure le continent au taux de croissance le plus élevé du monde : plus de 3% par an, et si, en 1950, sur 100 terriens, 67 vivaient dans les pays du Sud, ils seront 84 dans trente ans... presque les neuf dixièmes de l'humanité. La moitié de la planète, délaissant les campagnes, habitera alors une ville, phénomène particulièrement sensible dans le tiers-monde où cinquante villes dépasseront les quatre millions d'habitants, où Mexico et Sao Paulo compteront 25 millions de citoyens.

On imagine, dès lors, comment la pression conjuguée de tous ces éléments, déjà perceptible, ajoutée à l'inconnue des mouvements de population volontaires ou involontaires, pèsera sur l'évolution de notre monde, pourra être source de conflits. Et quels aiguillages notre train de la démographie devra prendre pour mener à bon port toute sa population. C'est l'objet de ce premier dossier de notre série «Dix défis pour demain».

Christian Troubé



Sautereau/La Vie

Compter, recompter, raconter

Sans remonter aux temps les plus lointains (5 millions d'hommes 10 000 ans avant Jésus-Christ ? 250 millions au début de l'ère chrétienne ?), rappelons en premier lieu que la population mondiale ne s'est accrue que très faiblement jusqu'au début du XIXe siècle : à cette époque, elle n'atteignait pas encore le milliard. Mais il ne faut alors, progrès oblige, que cent trente ans pour la voir doubler (2 milliards en 1930), trente ans de plus pour la voir tripler (3 milliards en 1960), trente ans encore pour la voir dépasser les 5 milliards (5,3 en 1990).

C'est que le taux d'accroissement de la population qui était, au début du XIXe siècle, de moins de 0,5 %, a progressivement augmenté jusqu'à un maximum (2,1 %) atteint vers 1970, puis il a commencé à décroître. Aujourd'hui, nous en sommes à un taux de 1,7 % pour 5,3 milliards d'hommes. Ce ralentissement, selon les Nations unies (1) devrait se poursuivre : le taux serait de 1 % en 2020-25 pour tendre vers zéro d'ici la fin du XXIe siècle : avec une population mondiale dont l'effectif se stabiliserait alors vers les 10 ou 11 milliards.

La baisse du taux d'accroissement se situe dans un schéma que les démographes connaissent bien : celui de la transition démographique, supposé s'ap-

pliquer progressivement à toutes les populations du monde. Ce processus s'appuie sur deux phénomènes : une baisse de la mortalité (largement amorcée partout) suivie, à plus ou moins brève échéance, d'une baisse de la fécondité. Ce phénomène a touché la France très tôt (XVIIIe siècle) puis l'Europe (XIXe siècle). Les régimes démographiques des différents pays du monde étaient alors très proches (forte fécondité, forte mortalité). Mais c'est au XXe siècle que commence une diversification du monde avec, toutefois, jusque dans les années 1950, une relative homogénéité des pays en développement : à cette époque d'ailleurs, les critères démographiques étaient privilégiés pour définir le tiers-monde. Depuis quarante ans, on assiste à son tour à l'éclatement démographique de cet ensemble. Aussi, vaut-il mieux parler des tiers-mondes tant les situations y sont aujourd'hui diverses : certains pays ont conservé une forte fécondité (au moins six enfants par femme), d'autres l'ont vue chuter à des niveaux presque comparables à ceux observés dans les pays industriels (les « quatre dragons » asiatiques, certains pays des Caraïbes...). Il en est de même pour la mortalité restée forte dans un certain nombre de pays (espérance de vie à la naissance inférieure à 45 ans) alors qu'elle a beaucoup baissé dans

COMPTER, MAIS COMMENT ?

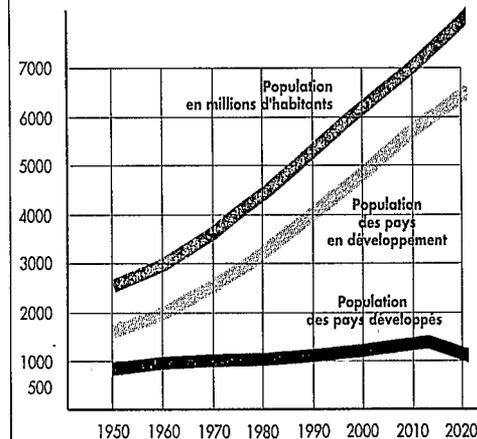
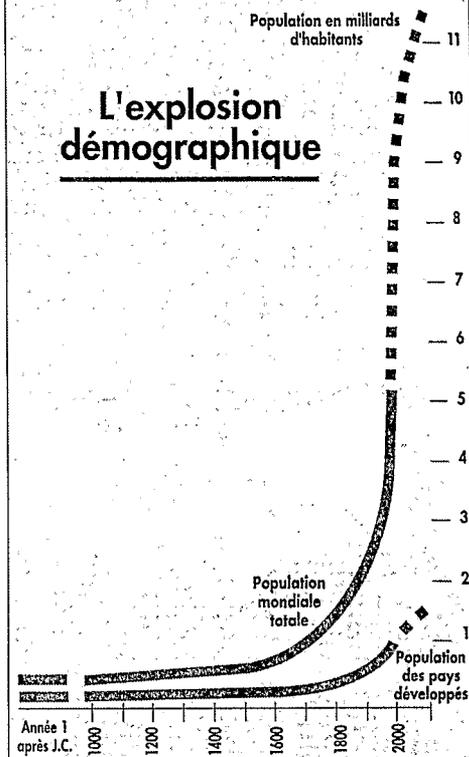
Comment collecter des données démographiques dans le tiers-monde ? Dans la plupart des pays d'Afrique, par exemple, l'état civil est obligatoire, mais si, depuis les indépendances, les sociétés africaines ont été bousculées par le « monde moderne », certains caractères sont encore très vivants, comme par exemple l'effacement de l'individu devant le groupe (famille, lignage). La nécessité d'une preuve écrite (l'état civil) pour la naissance, le mariage et le décès n'est pas évidente, quand la tradition orale et la coutume suffisent.

L'absence de preuve écrite pose le problème de la collecte de l'âge ; l'analphabétisme ne facilite pas l'interrogation ; les conditions géographiques et climatiques, les voies de communication, les structures administratives locales

constituent autant d'écueils : localiser les individus, les joindre, les interroger, enregistrer leurs caractéristiques de façon aussi exacte que possible, etc... autant d'efforts qui nécessitent une solide connaissance du milieu.

Alors, quelle valeur accorder aux statistiques ainsi collectées ? Il ne faut pas leur en donner plus qu'elles n'en ont. Mais dans la plupart des cas, les résultats sont le fruit d'une collecte aussi rigoureuse que possible et, tout en restant prudent dans l'emploi des chiffres, on peut considérer que les évaluations et estimations sont généralement à peu près fiables, surtout dans les pays où la politique ne se mélange pas à la statistique démographique, et à condition de s'en tenir aux ordres de grandeur : la statistique comme beaucoup d'autres domaines, n'échappe pas au sous-développement. Michel François

L'explosion démographique



Sources : World development report, 1984, Banque mondiale, et World demographic estimates and projections, 1950-2025, Organisation des Nations Unies, 1988.

d'autres (plus de 65 ans d'espérance de vie à la naissance).

Face à cet éclatement, on peut s'interroger sur la pertinence des hypothèses formulées par les Nations unies pour le calcul des perspectives à long terme de la population mondiale. Hypothèses où l'ensemble des pays du monde se retrouverait dans une nouvelle unité de caractéristiques démographiques (faible fécondité, faible mortalité) d'ici le milieu du siècle prochain. « Comment croire qu'une sorte d'égalité démographique s'instaurerait progressivement... car cela impliquerait ou bien que les hommes et les femmes deviendraient égaux en conditions économiques et sociales, ou bien que les différences de conditions économiques,

sociales et mêmes culturelles, n'auraient plus d'influence tant sur la fécondité que sur la mortalité», se demande par exemple le démographe Léon Tabah (2).

Autre facteur qui peut jouer dans le remodelage du paysage démographique : les migrations. L'histoire de l'humanité est faite, en effet, d'une longue succession de migrations depuis les temps les plus anciens. Ces mouvements ont sans cesse transformé la carte démographique de la planète : les grandes invasions, les migrations vers le Nouveau Monde, la traite des esclaves, et plus proches de nous, les migrations de main-d'œuvre (souvent suivies de regroupements familiaux) et les réfugiés (environ 12 millions à travers le monde).

Par rapport à ce constat, les Nations unies se montrent fort prudentes dans leurs perspectives, en supposant un ralentissement des flux migratoires internationaux. Cette hypothèse n'est guère satisfaisante vues les fortes croissances de certains pays ou de certaines régions engendrées par les évolutions attendues de la fécondité et de la mortalité.

Mais, même dans ce schéma, la répartition de la population mondiale va connaître des bouleversements. Si l'on s'en tient à l'actuelle classification entre pays industrialisés et pays en développement, on sait que sur 100 habitants de notre planète, en 1950, 33 vivaient dans les pays industrialisés et 67 dans les pays en voie de développement. Ils seront, respectivement, 20 et 80 en l'an 2000, 16 et 84 en 2025.

La répartition par continents montre des changements encore plus importants, avec notamment une Afrique de 1,6 milliard d'habitants en 2025 représentant 19 % de la population mondiale, un peu plus que la Chine (1,5 milliard) ou que l'Inde (1,4 milliard).

Ce rapide survol, dans le temps et dans l'espace, montre la grande prudence dont on doit constamment faire preuve pour aborder cette grande question de la population mondiale. Certains points semblent acquis, sauf catastrophe : pour le démographe, l'an 2000, c'est demain. D'autres sont présentés comme probables, sous certaines hypothèses qui doivent être explicitées : c'est notamment le cas de l'exploration d'un futur plus lointain, qui doit être débattue et régulièrement révisée.

Francis Gendreau

(1) *World population prospects, 1988*, United Nations, Population studies n° 106, New-York, 1989.

(2) *Exploration de futur de la population mondiale*, 1990.

Afrique, continent des records



lors que tous les autres continents sont déjà entrés dans l'ère de la planification familiale, l'Afrique reste, dans son ensemble, le continent des records en matière de fécondité. A part l'île Maurice où le nombre moyen d'enfants par femme a diminué rapidement, la plupart des pays d'Afrique noire perpétuent la tradition de la famille nombreuse et même très nombreuse. Ainsi une femme aura, en moyenne, au cours de sa vie, 7 enfants au Kenya, 6 à 7 enfants au Togo et au Sénégal, 5 à 6 enfants au Zaïre. L'Afrique centrale — Gabon, Congo notamment — où les femmes ont en moyenne 4 à 5 enfants, fait figure de «parent pauvre».

Si, timidement, certains pères et mères de famille commencent à dire : «*Il ne suffit pas d'avoir des enfants, il faut les élever et maintenant c'est plus difficile qu'avant*», la plupart sont encore attachés à la grande famille. Pourquoi ? Parce

que, jusqu'à une période toute récente, la mortalité des jeunes enfants faisait peser une menace permanente sur la vie des familles. On compte actuellement, en Afrique, un décès pour six enfants avant cinq ans ; le rapport est plus élevé dans certaines régions rurales. Dans ces conditions, avoir beaucoup d'enfants est encore perçu comme une nécessité. D'autre part, dans les sociétés rurales africaines qui vivent essentiellement d'une production agricole familiale, ce sont les adultes qui assurent le bien-être des petits enfants et des anciens qui n'ont plus la force de travailler.

Cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'y a aucun «contrôle» de la fécondité. Dans bien des sociétés, les femmes respectent une assez longue période d'abstinence après une naissance car on sait que deux naissances trop rapprochées compromettraient la santé de la mère et plus encore des enfants.

Bouin/Explorer



Voyageurs clandestins en Inde. La surpopulation rend le problème des transports inextricable.

Faut-il dire alors que la planification familiale n'est qu'un gadget pour «pays du Nord» qui n'a pas d'intérêt pour les Africains ? Ce serait aller vite en besogne. Tout change très vite dans ces pays. Si certains continuent à organiser leur vie familiale comme avant, d'autres, en ville notamment, souhaitent utiliser des moyens qui leur permettraient, mieux qu'avant, de décider de leur avenir. Au niveau collectif, on commence à prendre conscience que la production alimentaire progresse beaucoup moins vite que ne le fait la population qui double actuellement tous les vingt-cinq ans environ.

Le moment n'est-il pas venu pour les familles d'avoir accès aux techniques nouvelles qui permettent de planifier les naissances ? Ces moyens existent et leur adoption a déjà modifié sensiblement la situation démographique de nombreux pays d'Amérique latine et d'Asie. Pourquoi les programmes de planification familiale ont-ils entraîné jusqu'à maintenant si peu de résultats en Afrique ? A ces questions, il n'y a pas de réponse simple, car l'adoption de nouvelles méthodes de planification familiale ne pose pas seulement des problèmes techniques. Elle remet en question toutes les stratégies des familles et des sociétés. Elle appelle un ensemble de décisions, à la fois au niveau le plus quotidien de la vie familiale et au niveau le plus global des décisions politiques.

En premier lieu, seule une fraction de la population se sent concernée. Lorsque le travail de la terre demande une nombreuse main-d'œuvre, lorsque les anciens ne peuvent compter que sur leurs descendants, la véritable «planification familiale», nous l'avons dit, c'est encore d'avoir beaucoup d'enfants.

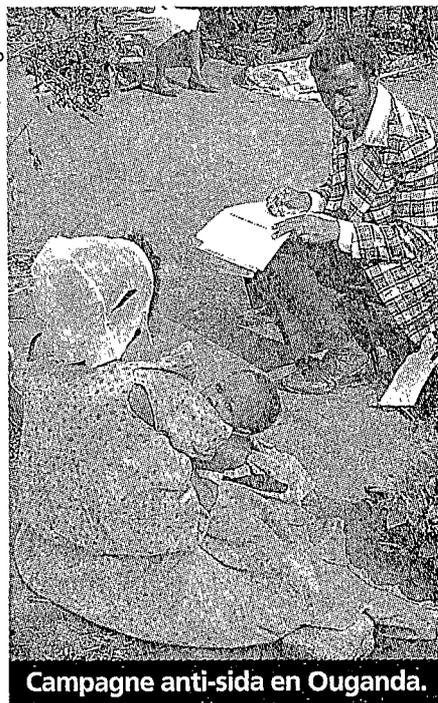
Et puis, au niveau collectif, si un nombre croissant de pays encouragent la planification familiale, des problèmes de motivations se posent aussi. Parmi toutes les actions urgentes à mener pour le développement et la santé, la planification familiale ne paraît pas toujours prioritaire. De plus, même lorsqu'elle est présentée seulement comme une manière nouvelle d'espacer les naissances, elle est ressentie comme une atteinte à toutes les normes qui valorisent les nombreuses descendance, comme une brèche dans la hiérarchie des rapports entre hommes et femmes. Aussi, les responsables hésitent-ils un peu à développer des programmes qui bousculent des coutumes bien «éta-blies» dans les familles africaines.

L'INCONNUE DU SIDA

En Afrique, la pénurie de statistiques globales fiables ne peut masquer l'évidence d'une situation très inquiétante. Actuellement, dans le monde entier, on estime que le nombre de cas de sida se situe entre 600 et 800 000 ; si l'Afrique ne regroupe que moins de 20 % de la population du globe, probablement la moitié des cas de sida sont africains, essentiellement en Afrique noire ! Et si on y meurt encore surtout d'autres causes «traditionnelles», pour les 15-44 ans, le sida s'est imposé comme première cause de décès. Nulle part ailleurs, on observe des villages où la population des adultes est décimée par la maladie, laissant la charge des jeunes enfants et la survie économique du groupe aux soins des enfants les plus âgés et des grands-parents. Outre cet aspect quantitatif, l'épidémie africaine présente des caractéristiques qui la différencient

nettement de ce qu'on observe dans le reste du monde : on y trouve deux virus, HIV 1 et HIV 2, l'un en Afrique du Centre et de l'Est, l'autre en Afrique de l'Ouest, mais dont les aires d'extension se recouvrent en partie. Contrairement aux pays développés, la dissémination de l'épidémie en Afrique s'est faite essentiellement par voie de transfusion sanguine et par transmission hétérosexuelle, ce qui explique que les femmes et les hommes soient également touchés. Si, en Europe, la mère séropositive transmet le virus à son enfant dans environ un cas sur trois ou quatre, en Afrique, il semble que ce soit plus proche de un sur deux, sans que les pratiques d'allaitement puissent l'expliquer. De plus, la transmission hétérosexuelle dans un pays à grande mobilité des partenaires induit une dissémination rapide, d'autant que le risque de contamination n'est pas toujours bien perçu. S'il l'est, le coût du préservatif et la réticence à son emploi ne favorisent pas la lutte... Dans ce contexte, l'avenir africain est bien difficile à prévoir. D'aucuns pensent qu'après un paroxysme, l'épidémie va stagner et s'arrêter. Mais d'autres, nettement plus pessimistes, prévoient à moyen terme la diminution de la population de certains pays. Pierre Elie

Steele Perkins/Magnum



Campagne anti-sida en Ouganda.

Enfin, les premières expériences montrent qu'adopter la planification familiale, ce n'est pas si simple. Quels moyens utiliser ? Quels sont ceux qui pourront être aisément pratiqués par les couples, qui pourront être facilement distribués à ceux qui en ont besoin et à un coût compatible avec leur budget, souvent très modeste ? Que faire pour que les méthodes adoptées par une femme, un couple, soient régulièrement appliquées, faute de quoi elles perdent leur efficacité ? A l'évidence l'éducation et l'amélioration

du statut des femmes seront les variables clés de ces changements.

Un nombre accru de pays africains, notamment au 2e Congrès mondial de la population de Mexico (1984), ont reconnu qu'il était nécessaire de maîtriser la croissance de la population en favorisant l'adoption de la planification familiale. Pour cela, il faut à la fois que les conditions de vie de la population changent, que des institutions, privées ou publiques, soient animées d'une véritable volonté d'atteindre partout les familles qui souhaitent adopter la planification familiale.

Mais en Afrique, programmer l'avenir est déjà un luxe auquel ceux qui se débattent dans une lutte, acharnée et quotidienne, pour leur simple survie, n'ont pas le temps de penser. On en revient au début : il faut que le présent apporte un minimum de sécurité pour envisager de maîtriser l'avenir d'une façon nouvelle, en sortant des sentiers de la tradition.

Thérèse Lauras-Locoh

La moitié du monde habite l'Asie

vec la moitié de la population mondiale à elle seule, l'Asie est suivie de près par les démographes. Son taux de croissance détermine largement les évolutions futures, à l'échelle de la planète. L'Asie suscite aussi un intérêt par la diversité des situations offertes : certains pays ont terminé leur transition démographique depuis au moins une décennie tandis que d'autres l'ont à peine — voire pas encore — amorcée.

Dans la première catégorie, le Japon a été le premier pays à connaître une réduction drastique de sa fécondité. Dès la fin des années 1950, le nombre moyen d'enfants par femme y atteint le niveau de remplacement (un peu plus de deux enfants par femme). Avec un décalage d'une dizaine d'années, Singapour, Taïwan et Hongkong connaissent également une chute brutale de la fécondité. Ailleurs, et particulièrement dans les plus grands pays, la fécondité reste élevée et souvent stable au cours des années 1970, même si apparaissent, çà et là, quelques signes avant-coureurs de changements (un âge plus avancé au mariage, par exemple).

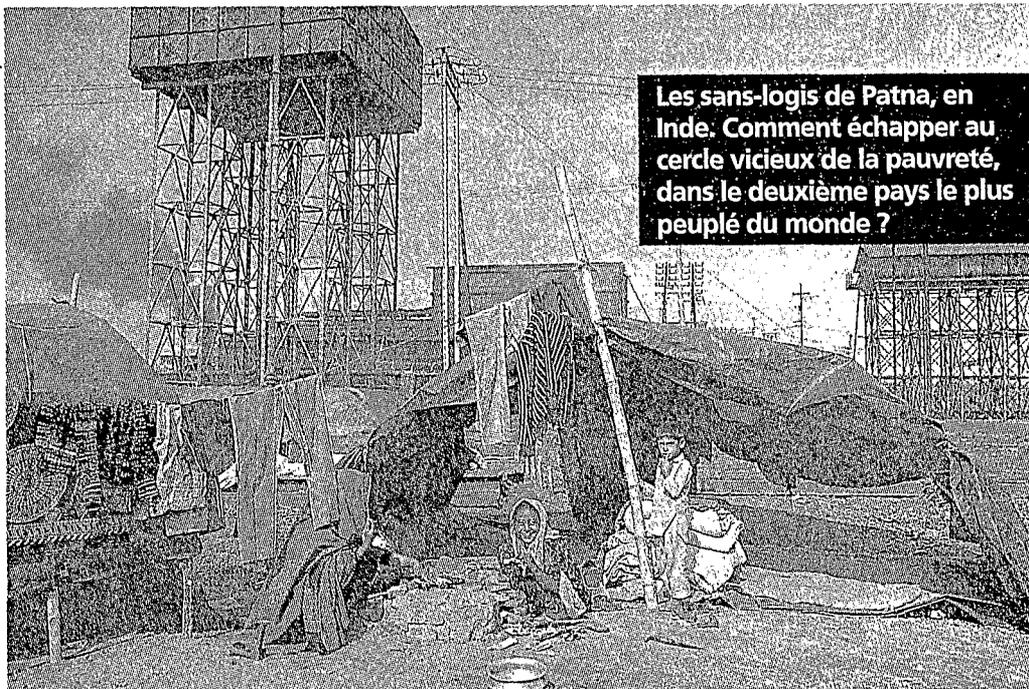
Aujourd'hui, de grands pays ont réussi à limiter considérablement le nombre de leurs naissances. C'est le cas de la Chine, de la Corée du Sud et de la Thaïlande dont la fécondité est proche du niveau de remplacement. L'Indonésie, où le nombre d'enfants par femme a chuté de 5,5 à 3,3 de la fin des années 1970 à aujourd'hui, se place, comme la Malaisie, en situation intermédiaire du point de vue de la transition démographique. Remarquons qu'en Malaisie, les Chinoises ont considérablement réduit leur fécondité puisqu'elles mettent aujourd'hui au monde moins de trois enfants (contre plus de six dans les années 1950) mais les Malaises ont toujours une fécondité supérieure à quatre enfants par femme.

D'autres pays ne connaissent qu'une évolution très lente de leur fécondité. C'est le cas des Philippines (avec un nombre d'enfants par femme de l'ordre de 4,5 actuellement) et de l'Inde (deuxième pays par la taille, après la Chine). Une femme indienne met au monde, en moyenne, toujours plus de quatre enfants (4,2 en 1986). Les situations sont toutefois dans ce pays très

diverses puisque la fécondité s'échelonne, selon les Etats, de 2,3 (au Kerala) à 5,4 (dans l'Uttar Pradesh).

Quelques pays font figure de « foyers de résistance » : le Bangladesh, le Népal et le Pakistan. Les femmes ont dans ces trois pays, en moyenne, chacune plus de

Boutin/Explorer



Les sans-logis de Patna, en Inde. Comment échapper au cercle vicieux de la pauvreté, dans le deuxième pays le plus peuplé du monde ?

six enfants. Au Moyen-Orient, la fécondité reste aussi très élevée dans les pays les plus peuplés (excepté la Turquie avec quatre enfants par femme). Le nombre moyen d'enfants par femme est proche de sept en Arabie saoudite et il excède même cette valeur en Irak, en Jordanie, en Syrie et au Yémen.

L'ampleur des politiques de réduction des naissances adoptées par chaque pays et leur succès sont fort variables. Le Japon et Singapour firent le choix de politiques très vigoureuses et même coercitives ; la fécondité y baissa très rapidement. L'Indonésie met aujourd'hui sur le compte de ses efforts en termes de planification familiale la très nette diminution de sa fécondité en estimant que la quasi-totalité des Indonésiennes mariées connaît aujourd'hui une méthode de contraception moderne et que la moitié d'entre elles en utilise une. Mais l'Inde, premier pays à avoir adopté une politique de population (en 1952) a toujours une fécondité élevée et les autorités indiennes en sont venues progressivement à consi-

dérer que la variable essentielle est le développement économique qui peut, seul, induire une baisse de la fécondité (par diminution de la demande d'enfants notamment). La Malaisie présente toutefois un cas inverse puisqu'elle connaît un réel progrès économique sans que pour autant la fécondité y diminue de manière rapide. Développement et politiques de population ne sauraient donc être des substituts l'un de l'autre.

Une politique de population ne provoque pas un désir de familles plus réduites mais elle facilite la réalisation de ce désir quand il préexiste. C'est à cette condition qu'elle peut avoir un effet à court terme. Le développement, quant à lui, modifie la norme à laquelle obéissent les couples mais ses effets ne peuvent se faire sentir qu'à moyen terme. Cette complémentarité est d'autant plus nécessaire qu'une croissance démographique trop rapide peut compromettre toute chance de progrès économique. Une menace pèse donc tout particulièrement sur des pays comme le Bangladesh et le Pakistan (mais en Inde, le problème démographique est aussi loin d'être réglé). L'expérience d'un certain nombre de pays d'Asie — Thaïlande ou Indonésie, à propos desquels étaient tenus des discours très pessimistes il y a vingt ans — permet toutefois d'espérer que les pays où la fécondité demeure très élevée pourront échapper au cercle vicieux de la pauvreté. Sans sous-estimer l'importance du défi.

Jacques Véron

Les villes, bombes à retardement

Plus de la moitié des habitants de la planète vivant en ville d'ici 2010 : l'accélération de l'accroissement de la population urbaine constitue sans aucun doute l'événement majeur de l'histoire de la population au XXe siècle. Selon les projections des Nations unies, la population urbaine mondiale passera de 2,3 à 5,1 milliards entre 1990 et 2025 (1), passant ainsi de 43 à 60 % pour l'ensemble du monde. Progression encore beaucoup plus rapide pour les pays en développement.

Ce qu'il faut surtout retenir ici, c'est la masse de population qui doit être « absorbée » par les villes : 2,8 milliards d'urbains supplémentaires d'ici à l'an 2025, dont 96 % se situent dans les pays en développement.

Cette croissance urbaine s'accompagne de la concentration de la population dans les très grandes agglomérations, surtout dans le tiers-monde, alors que c'est plutôt l'inverse qui se produit dans les pays développés. Ainsi, en 1985, sur les quinze plus grandes agglomérations du monde, cinq se situaient dans un pays développé et aucune en Afrique. En 2000, les quinze plus grandes agglomérations mondiales ne comprendront que deux villes appartenant à un pays développé et deux d'entre elles seront des villes africaines. C'est d'ailleurs en Afrique que l'explosion urbaine sera la plus importante, le nombre de citoyens devrait être multiplié par 7 d'ici 2025 (actuellement, 26 % d'Africains vivent en ville, contre 63 % de Sud-Américains).

La croissance d'une ville est due à l'accroissement naturel et à l'accroissement migratoire. L'accroissement naturel est important dans les villes du tiers-monde où la mortalité a baissé et où la fécondité reste relativement élevée. De plus, ces villes comptent une forte proportion de population en âge de procréer.

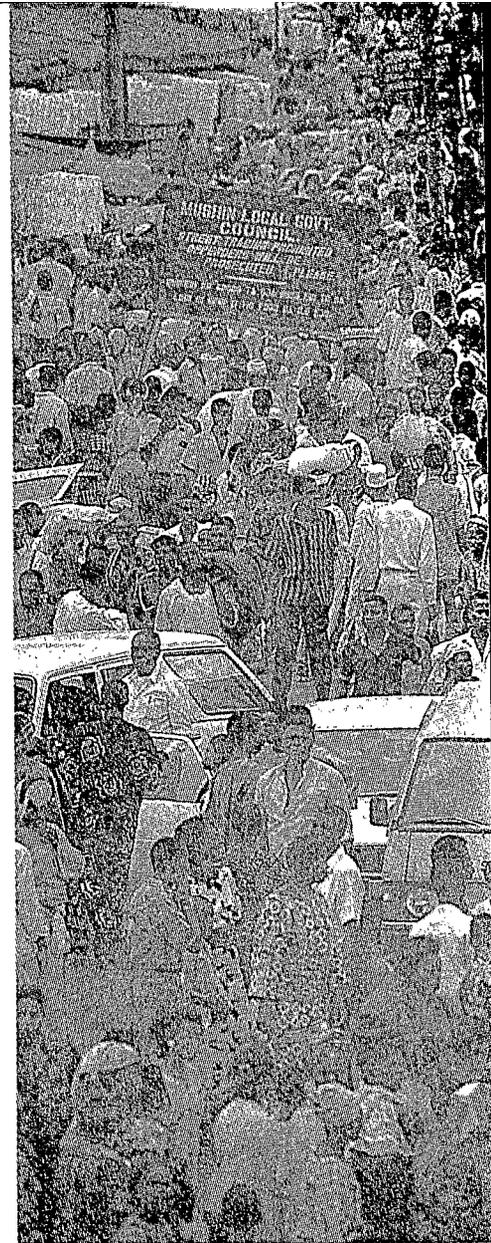
L'accroissement migratoire revêt diverses formes : exode rural, migrations inter-urbaines, immigration étrangère et afflux de réfugiés. Les migrations inter-urbaines ne jouent pas sur la proportion totale de population urbaine et prédominent dans les pays les plus urbanisés. L'exode rural, lui, est prépondérant dans le tiers-monde. La cause principale se situe dans la différence entre les niveaux de vie de la ville et de la campagne, les

migrants allant rechercher un emploi mieux rémunéré en ville. Mais les autres causes ne manquent pas : pénurie d'infrastructures de toutes sortes ; pression démographique et problèmes fonciers ; scolarisation, « ouverture » sur l'extérieur et nouvelles aspirations ; conflits de générations ; oppression.

Les conséquences de l'urbanisation ont souvent été évoquées. Il faut d'abord insister sur le fait que l'urbanisation est

MEXICO, SAO PAULO, L'ENFER DE LA DEMESURE

La tête dans les nuages, José l'a tout le temps. Des nuages lourds, gris, qui lui brouillent la vue, lui brûlent la gorge. Cela fait bien longtemps qu'il n'a pu apercevoir le Popocatepetl et l'Ixtaccihuatl, les deux volcans tutélaires de Mexico. Mexico, sa ville, Mexico, ce monstre. 17 millions d'habitants en 85, 25 millions en l'an 2000 (près de la moitié de la population française) : la capitale mexicaine caracole en tête du palmarès des mégalo-poles. 10 000 tonnes de gaz toxiques s'échappent quotidiennement des 3 millions de véhicules et des 35 000 usines installées au coeur de la métropole. Conséquence : des milliers de Chilangos (les habitants de la ville) meurent chaque année de maladies respiratoires. Même dans les églises, brûlent des cierges contre la pollution. Mexico, la ville de "l'éternel printemps", avec ses palais et ses 726 églises, a aujourd'hui le souffle coupé. Pas d'air, pas d'eau non plus. Inondée l'été, la mégalo-pole court après l'eau le reste de l'année. Construite sur une lagune à 2280 mètres d'altitude, elle va la chercher dans son sous-sol. Résultat : la ville s'enfonce, de 20 à 40 cm dans certains quartiers, le dénivelé entre la chaussée et le trottoir atteignant parfois plus de 80 cm. La ville s'enfonce chaque jour un peu plus... dans la misère. La moitié de sa population vit dans des maisons de carton ou de tôle rouillée, sur les tas d'ordures, sans eau potable ou sans eau du tout, dans la boue ou la poussière, au milieu des rats. A Netzahualcoyotl, à l'est de Mexico, 3 millions de personnes croupissent ainsi



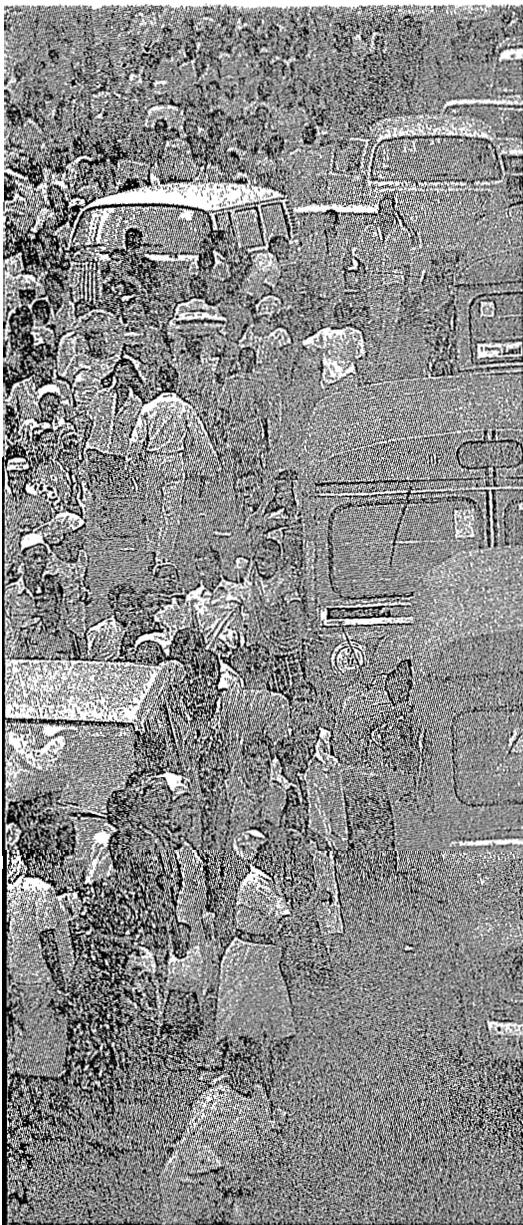
dans le plus grand bidonville du monde avec, pour principale nourriture, les détritux.

A la détresse s'est ajoutée la tragédie. Le tremblement de terre de 1985 a fait des milliers de victimes et endommagé canalisations et réseaux de distribution. Même si, dans son malheur, le séisme a permis de reconstruire ailleurs et mieux.

Alors que faire lorsque chaque jour la ville se réveille avec deux mille âmes supplémentaires ?

« L'administrer, c'est un peu comme réparer un avion en vol », souligne Carlos Hank Gonzales, maire de Mexico pendant six ans. Organiser des transports publics, assainir l'essence, faire respecter les normes anti-pollution par les industries... ne sont que quelques gouttes d'eau dans cet océan humain.

Plus bas, sa soeur brésilienne, Sao Paulo, comptera 24 millions d'habitants en l'an 2000. Là aussi, la majeure partie de la population n'a d'autre choix que d'occuper illégalement des terrains, et vivre de mille et un métiers. Certains immeubles n'ont qu'un lavabo



Lagos au Nigeria. En l'an 2000, la moitié de la planète habitera en ville.

Maitre/Odysee

pour 10. Pour ces habitants, la promiscuité rend l'air irrespirable... comme la pollution des 28 000 industries concentrées au cœur de la ville. De même qu'à Mexico, à Sao Paulo, la criminalité tutoie la misère. Des bandes armées y font la loi, prenant le relais d'un pouvoir impuissant. Dans les quatre premiers mois de 1988, on dénombrait 11764 agressions et 975 homicides. Mais malgré l'insécurité générale, chaque jour des centaines de personnes viennent du Nordeste, grossir les rangs des bidonvilles. En un siècle, la ville a ainsi multiplié sa population par cent. Mexico, Sao Paulo, Calcutta, Bombay... dans le tiers-monde, le taux de croissance des bidonvilles est deux fois plus rapide que celui des villes elles-mêmes. Difficile donc d'ajouter une touche d'optimisme à ce tableau apocalyptique. Pourtant il y a urgence. Demain, la moitié des habitants de la planète seront des citadins. Comment contrôler alors l'incontrôlable ? Comment gérer tant de démesure ?

Marie-Christine Steibel

Le palmarès des douze plus grandes villes du monde

(en millions d'habitants)

1985		2000	
Tokyo	19	Mexico	25
Mexico	17	Sao Paulo	24
New York	16	Tokyo	21
Sao Paulo	15,5	New York	16
Shanghai	12	Calcutta	16
Buenos Aires	11	Bombay	15,5
Londres	10,5	Shanghai	15
Calcutta	10	Téhéran	14
Rio de Janeiro	10	Jakarta	13
Séoul	10	Buenos Aires	13
Los Angeles	10	Rio de Janeiro	13
Osaka	10	Séoul	13

un phénomène largement irréversible et que le développement sans urbanisation n'est guère concevable, en ce sens que l'urbanisation est à la fois facteur et conséquence du développement : elle génère des «pôles de développement», rayonnant sur l'ensemble du territoire national et mettant celui-ci en contact avec l'extérieur.

Cependant, la brutalité actuelle du phénomène dans le tiers-monde entraîne des conséquences difficilement maîtrisables. Les responsables cherchent alors à

ralentir la croissance urbaine. L'action sur l'accroissement naturel se fait par la diffusion de la planification familiale. L'action sur l'accroissement migratoire comprend d'une part les actions tendant à canaliser les mouvements migratoires, d'autre part celles qui cherchent à augmenter la rétention de la population à la campagne. Les premières tiennent de l'aménagement du territoire, les secondes du développement rural.

Le principal problème dans ce domaine reste celui de la volonté effective des pouvoirs publics à œuvrer pour une répartition équitable des investissements entre le milieu rural et le milieu urbain. Cela est actuellement loin d'être le cas, et malgré les discours officiels, la ville reçoit une part largement prépondérante de l'ensemble des investissements, dont découlent en bonne logique les mouvements migratoires... Sans en rester à une optique purement dualiste (les choses sont bien plus compliquées que cela), force est cependant de constater que la grande majorité des décideurs et la partie de la population qui possède un certain «poids politique» sont des urbains. Il ne s'agit donc pas d'en rester aux vœux pieux. Il faut constater que les pouvoirs publics ne disposent tout simplement pas d'une marge de manœuvre suffisante pour réorienter les investissements. Il faut donc réfléchir sur les moyens de donner un peu plus de poids politique au monde rural.

Patrick Gubry

(1) United Nations : Department of international economic and social affairs, 1989, Prospects of world urbanization. New York (Population studies, n° 112).

Ce dossier a été élaboré par les chercheurs du Centre français sur la population et le développement. Le CEPED est un groupement d'intérêt scientifique constitué de cinq organismes : l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'Institut national d'études démographiques (INED), l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), l'ORSTOM (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération), l'Université Pierre et Marie Curie (Paris VI). Il mène des activités de recherche, de formation et de coopération dans le domaine de la population du tiers-monde, et de ses interrelations avec le développement.

Le CEPED a édité de nombreux dossiers (gratuits) dont : Les politiques de population en matière de fécondité dans les pays francophones : l'exemple du Togo, par Thérèse Locoh, 1988 ; Prospective des déséquilibres mondiaux, démographie et santé, par Francis Gendreau et Pierre Cantrelle, 1989 ; Eléments du débat population et développement, par Jacques Véron, 1989, La montée du célibat féminin dans les villes africaines. Trois cas : Pikine, Abidjan et Brazzaville, par Philippe Antoine et Jeanne Nanitelamio, 1990.

Centre français sur la population et le développement (CEPED), 15, rue de l'Ecole de Médecine, 75270 Paris cedex 6. Tél. (1) 46.33.99.41.

Pour en savoir plus : La transition démographique, J.C. Chesnais, INED, 1986. Les changements ou les transitions démographiques dans le monde contemporain en développement, ORSTOM, 1988. La population mondiale, J. Vallin, Ed. La Découverte.

Prochain «défi pour demain» : 2. Le droit de se nourrir existe-t-il ? dans notre numéro de novembre.

sommaire

Numéro 331. Octobre 1990

L'ÉVÈNEMENT

Huit pages sur la crise du Golfe

- 5 **Editorial : le droit à ses urgences**
par Alain des Mazery
- 18 **Otages du désert** par Yann Mens
- 20 **De cette crise, j'attends une prise de conscience**
Une interview de l'islamologue Bruno Etienne

- 40 **Le pétrole, arme stratégique**
par Martine Perrin

INTERVIEW

- 7 **Pourquoi je pars en Afrique**
par l'abbé Pierre
Le fondateur d'Emmaüs entreprend le 18 octobre une visite au Bénin. Il explique les raisons de ce déplacement à Croissance.

L'INVITE

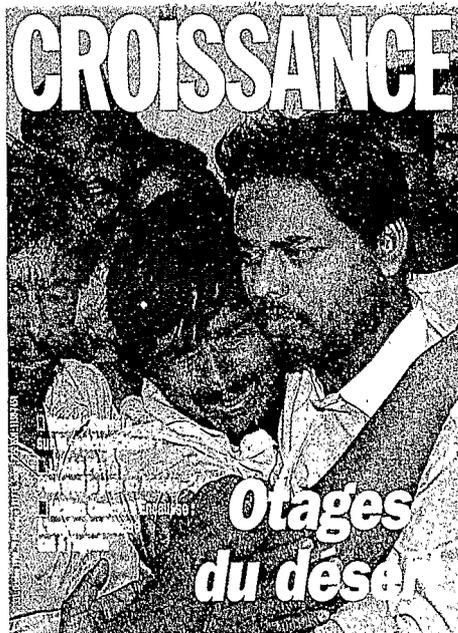
- 8 **Ne désespérez pas Soweto**
par Antoine Bouillon, président du Mouvement anti-apartheid.

DOSSIER

- 10 **Le vertige démographique**
par Francis Gendreau et l'équipe du CEPED
Le premier volet d'une nouvelle série de Croissance : «Dix défis pour demain».

ENQUÊTES

- 22 **Maroc : le système Hassan II.**
par Sandrine Tolotti
- 26 **Au Brésil, ces enfants qu'on assassine,** par Marie-Hélène Paret



Sipa

IDÉES

- 28 **Faut-il jeter l'Afrique à la poubelle ?**
par Claude Wauthier
L'auteur, avec Hervé Bourges, des *Cinquante Afrique* s'interroge sur l'avenir du continent noir et répond aux partisans de l'«afropessimisme».

- 31 **Libres propos** de Georges Hourdin

- 32 **Livres, expositions**

ENTRETIEN

- 33 **Hélène Carrère d'Encausse : l'empire soviétique est à l'agonie**

PORTRAIT

- 35 **Gaby Cohn-Bendit fait ses classes en Afrique**

FORUM

- 36 **Courrier des lecteurs, annonces**

Dans notre prochain numéro :

Deuxième «Défi pour demain» : Le droit de se nourrir existe-t-il ?
Reportages : Avoir vingt ans en Afrique du Sud.
Pérou : le «chinois» a frappé fort.
Enquête sur les droits de l'homme en Iran !

O.R.S.T.O.M., Fonds Documentaire

N° : 31245 ex 1

Cote : B

CROISSANCE

FONDATEUR : Georges Hourdin, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION, responsable de la rédaction : Jean-Claude Petit.
DIRECTEUR DÉLÉGUÉ : Alain des Mazery. DIRECTEUR ADJOINT, REDACTEUR EN CHEF : Christian Troubé.

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Marie-Christine Steibel. MAQUETTE, conception et iconographie : Jean-Pierre Lemaire. SECRÉTARIAT : Eliane Villepreux. CONSEIL ÉDITORIAL : Paul Balta, Jacques Chonchol, Elio Comarin, Vincent Cosmao, Jean-Luch Domenach, Philippe Farine, Bernard Holzer, Georges Hourdin, Jean-Claude Lavigne, Thierry Lemaesquier, Fred Martinache, Alain des Mazery, Jean-Claude Petit, Didier Williams. COMITÉ DE RÉDACTION : Georges Berton, Jean-Dominique Boucher, Jean-Philippe Caudron, Olivier Colombani, Cécile Guiochon, Yves Hardy, Geneviève Laplagne, Christian Lechery, Yann Mens, Ezzedine Mestiri, Thierry Paquot, Christian Rudel, Aimé Savard, Lionel Vairon, Hichem Ben Yaïche. COLLABORATEURS RÉGULIERS : Tahar Bekri, Joseph-Roger de Benoist (Dakar), Madeleine Bonnamour, Sabrina Mervin, François Misser (Bruxelles), Pascal Percq, Albert Samuel, Sandrine Tolotti, Hyacinthe Vulliez. CARTOGRAPHIE : Fernand Bunel. DESSINS : Carlos Brito. VENTES, PUBLICITÉ : Claire Cherblanc, tél. 48.88.46.51. MAILINGS : Josette Rodot. ABONNEMENTS : Lydie Capoulade, tél. 48.88.45.02. Abonnements : France et DOM-TOM : un an (11 n°) : 295 F, six mois (6 n°) : 170 F. Etudiants : un an : 240 F. Etranger : un an 325 F, six mois : 186 F. Tarifs avion : nous consulter. Belgique : Dipreca, 17, rue de l'Hôpital, 6060 Gilly. Abonnement un an (11 n°) 2270 FB, 6 mois (6 n°) : 1230 FB. CCP 000 1061101-18 DIPRECA GILLY. Canada : Périodica, C.P. 444, Outremont, Qué H2V 4R6. Suisse : Publications La Vie, case postale 896, 1920 Martigny 1. Tél. 026/22.36.03. Abonnement (11 n°) : 76 FS. CCP Sion 19-1010-1. Edité par Malesherbes-Publications S.A. Capital 500 000 F. Durée : 99 ans. Président-Directeur général : Jean-Claude Petit. Directeur général adjoint : Georges Robin. Principaux actionnaires : Publications de la Vie Catholique. Association du personnel. Commission paritaire 56015. Photocomposition : Arcadia, 75020 Paris - Imprimerie E.T.C., 76 Yvetot.

Croissance/Le Monde en Développement : 163, bd Malesherbes, 75859 Paris Cedex 17. Tél. : 48.88.46.00. Téléx : 6493 33 F. Télécopie : 47.64.04.53. C.C.P. Paris 73.93.52 Z.

C.E.B.I.D. - ORSTOM
PL 155